



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

fin prochaine du grand débat

Question au Gouvernement n° 1749

Texte de la question

FIN PROCHAINE DU GRAND DÉBAT

M. le président. La parole est à M. Éric Coquerel.

M. Éric Coquerel. Monsieur le Premier ministre, votre grand débat prend bientôt fin. Bientôt, nous serons libérés d'un gigantesque bourrage de crâne au frais du contribuable. Bientôt, nous allons faire l'inventaire de votre précampagne européenne à peine déguisée. *(M. Fabien Di Filippo applaudit.)*

Le grand blabla national, c'est d'abord un grand flop.

M. Erwan Balanant. La jalousie, ce n'est pas beau, monsieur Coquerel !

M. Éric Coquerel. Selon la presse, c'est 165 000 contributeurs sur internet, soit 0,25 % des Français, soit 0,36 % des électeurs inscrits, soit encore moins d'un adhérent sur deux revendiqués par En Marche. À croire que même vos fidèles n'en ont pas voulu, de votre grande propagande nationale !

Seulement 16 % de réunions locales déclarées ont donné lieu à des procès-verbaux, ce qui ouvre la possibilité de croire – ou de ne pas croire – à la réalité des autres, ou tout au moins au nombre des présents.

Alors tout ça pour quoi ? Tout ça pour qui ?

Tout ça pour que le groupe majoritaire à l'Assemblée, par la voix de Stanislas Guerini, propose quelques mesurette démocratiques ; tout ça, aussi, pour qu'il envisage d'alourdir l'impôt sur l'immobilier, sans penser une seule seconde à revenir sur les 7 milliards supplémentaires accordés aux plus riches de ce pays chaque année, en raison de la suppression de l'ISF notamment ; tout ça, encore, pour soustraire aux salariés de ce pays un jour de congé au nom de la solidarité nationale – ce qui revient à leur demander de travailler une journée de plus gratuitement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI. – M. Sébastien Jumel applaudit aussi.)*

M. Fabien Di Filippo. Encore des impôts !

M. Éric Coquerel. Les Français devraient travailler gratuitement une journée de plus ! Est-ce comme cela que le parti majoritaire répond à un mouvement historique qui a imposé la question de l'injustice fiscale ? Est-ce comme cela qu'il répond aux frigos vides, aux poches percées, aux salaires de misère, aux exigences d'augmenter le SMIC ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI. – M. Jean Lassalle applaudit également.)*

Les seuls dans ce pays qui n'ont pas encore goûté à vos coups de matraque, physiques ou politiques, ce sont

les revenus du capital. Normal ! Ils les donnent avec vous, quand ils ne vous ordonnent pas de les donner. Pour mémoire, quelques mauvais coups : baisse du salaire socialisé, loi Travail, gel du point d'indice des fonctionnaires, baisse des APL, augmentation de la CSG – et j'en passe. (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR. – MM. José Evrard et Jean Lassalle applaudissent également.*)

Monsieur le Premier ministre, allez-vous alourdir encore la barque ? Parlons de « risques déceptifs », comme vous dites : entendez-vous appliquer la proposition de M. Guerini de faire travailler les Français gratuitement un jour de plus ? Les gilets jaunes, qui manifesteront le 16 mars, attendent votre réponse. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Mme Brigitte Bourguignon. Les gilets jaunes ne se reconnaissent pas en vous !

M. le président. La parole est à Mme la ministre des solidarités et de la santé.

Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé. Je n'ai pas la même lecture que vous du grand débat, monsieur Coquerel. Je note une grande propension des Français à dialoguer, à proposer, à débattre. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

M. Robin Reda. En tout cas, c'est sûr que ça coûte cher !

Mme Agnès Buzyn, ministre. Vous évoquez la journée de solidarité, qui est l'une des propositions faites ce week-end par Stanislas Guerini. Je voudrais pour ma part insister sur le fait que l'accompagnement du grand âge et de la perte d'autonomie fait partie des enjeux qui ont été au centre du grand débat. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe FI.*) Beaucoup de Français ont dit leur inquiétude quant au soutien de leurs parents âgés. C'est une charge lourde pour des aidants insuffisamment accompagnés ; les EHPAD coûtent cher, et beaucoup craignent de ne pas pouvoir être eux-mêmes, plus tard, pris en charge par leurs propres enfants.

Nous avons lancé le 1er octobre 2018 une grande concertation sur le grand âge et j'espère, monsieur Coquerel, que vous y avez participé et que vous avez fait des propositions. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*) Plus de 415 000 Français l'ont fait – avant même le grand débat national ! – et nous nous nourrirons de leurs propositions pour écrire le projet de loi relatif au grand âge et à l'autonomie que nous proposerons à la fin de l'année.

Un rapport me sera remis le 28 mars prochain ; il me permettra d'explorer différentes pistes afin d'améliorer l'accompagnement de nos personnes âgées, mais aussi les carrières des personnes qui travaillent auprès d'elles. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

M. Éric Coquerel. Mais envisagez-vous une journée de travail gratuit ou pas ?

M. Fabien Di Filippo. Répondez à la question !

Mme Agnès Buzyn, ministre. Des pistes de financement seront également proposées.

M. Ugo Bernalicis. C'est oui ou c'est non ? Répondez à la question !

Mme Agnès Buzyn, ministre. Nous nous alimenterons de ce rapport, des idées qui nous ont été soumises par les Français tant au cours de la concertation que pendant le grand débat national, et des suggestions de toutes les parties prenantes, dont celles de votre parti. J'attends vos propositions sur le grand âge et l'autonomie, monsieur Coquerel ! Ensuite, nous prendrons des décisions. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Vives protestations sur les bancs du groupe FI.*)

M. Ugo Bernalicis et M. Éric Coquerel. Donc c'est oui !

M. le président. Mes chers collègues, je vous rappelle que si les questions sont libres, les réponses le sont aussi. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

M. le président. Je vous signale également que, demain, je veillerai à ce que les questions comme les réponses respectent le temps imparti. Là, tout le monde exagère ! (*Rires et applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

M. Laurent Furst. Monsieur le président, il faut être juste quand on fait des leçons de morale !

Données clés

Auteur : [M. Éric Coquere](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1749

Rubrique : État

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [13 mars 2019](#)